

DIARIO DEL GOBIERNO

DE CATALUÑA Y BARCELONA,

DEL DOMINGO 31 DE ENERO DE 1813.

San Pedro Nolascio F. = Las Q. H. están en la Iglesia de Ntra. Sra. de Misericordia del Sco. Hospital, se reserva à las 5 de la tarde.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

(Traduction de 27 du courant.)

EMPIRE FRANÇAIS.

PARIS, 12 janvier.

S. M. a tenu hier un conseil d'administration intérieure auquel ont assisté MM. les ministres de l'intérieur, de manufactures et du commerce, et de la police générale, MM. les comtes Regnaud de Saint Jean d'Angely, Réal, Dubois, conseillers d'état, M. le comte Maret, conseiller d'état directeur général des vivres de la guerre, M. le baron Pasquier, préfet de police, et M. le ministre secrétaire d'état.

S. M. l'Empereur s'est rendu aujourd'hui à 2 heures à la séance de son conseil d'état, et l'a présidé.

Sa M. le Roi de Rome est sorti ce matin en voiture pour se promener.

SENAT-CONSERVATEUR.

Séance du 10 janvier.

La séance est ouverte à trois heures après-midi, sous la présidence de S. A. S. le prince archichancelier de l'Empire.

S. Exc. le ministre des relations extérieures est présent à la séance.

LL. EExc. les comtes Regnaud de Saint-Jean-d'Angely et Defermon, ministres et conseillers d'état, sont introduits.

S. A. S. le prince archi-chancelier prend la parole en ces termes :

« Messieurs, la nation se dispose d'elle-même à des mesures qu'elle juge nécessaires pour le maintien de sa gloire, et pour la conservation de sa prépondérance dans l'Europe.

« De tous les points de ce vaste empire, des adresses se succèdent, des offres se multiplient, la volonté publique est prête à dévancer les appels de l'autorité souveraine.

L'Empereur qui compte sur l'amour de ses peuples, et qui apprécie leurs ressources, a jugé qu'il n'y avait pas lieu de s'écarter des dispositions usuelles.

« S. M. aurait même refusé de les employer, si un événement inattendu ne lui avait fait penser que tout en profitant de l'utile coopération de nos alliés, c'est sur tout le développement de nos propres forces qui doit accélérer le moment d'une paix honorable, telle qu'un cœur français peut la désirer, et telle que S. M. n'a cessé de la présenter à ses ennemis.

« C'est dans cet esprit, Messieurs, qu'a été rédigé le projet soumis à votre délibération.

« MM. les orateurs du conseil d'état vous en exposeront les motifs et les avantages, après que M. le ministre des relations extérieures vous aura fait lecture d'un rapport et de certaines pièces dont S. M. a commandé qu'il vous fut donné communication ».

S. Exc. M. le duc de Bassano, ministre des relations extérieures, donne communication du rapport suivant :

Rapport du ministre des relations extérieures à S. M. l'Empereur et Roi.

Sire, lorsque la Russie, violant ses traités et renouant à son alliance avec la France, portait son système de l'Angleterre, déclara la guerre à V. M., vous apprécâtes, Sire, toute l'importance de la ligue qui allait s'engager.

Vous ordonnâtes la formation, sous le titre de cohortes de la garde nationale, de cent bataillons composés d'hommes âgés de 10 à 26 ans, qui, appartenant aux six dernières classes de la conscription, n'avaient point été appelés à l'armée active. Cette institution a eu tout le succès que V. M. pouvait en attendre. Une belliqueuse jeunesse préparée au métier de la guerre dans des cadres de vieux soldats, demande avec empressement à partager la gloire de ses frères d'armes.

Lorsque de Smolensk, V. M. fit marcher vers Moscou ses armées victorieuses, elle ne se dissimula point que ses progrès dans le pays ennemi ajoutaient de nouvelles chances aux chances communes de la guerre. Elle voulut fortifier encore la base de ses opérations, et elle ordonna la levée de la conscription de 1813, qui est aujourd'hui toute entière sous les armes.

Avec les garnisons des places de France et d'Italie, V. M. a donc dans l'intérieur de ses états une force de plus de 300,000 hommes, suffisante pour entretenir la guerre avec la Russie pendant la prochaine campagne. Et votre intention était, Sire, de ne demander aucun secours extraordinaire, si tous nos alliés, et spécialement l'Autriche, le Danemark et la Prusse, restaient fidèles à la cause commune.

L'Autriche, le Danemark, la Prusse, ont donné à V. M. les plus fortes assurances de leur sentiment. La Prusse a même offert d'augmenter d'un tiers et de porter à 30,000 hommes le contingent qu'elle avait fourni en exécution des traités.

Mais pendant que cette puissance manifestait des dispositions aussi conformes à ses engagements et aux intérêts de sa politique, les intrigues de l'Angleterre préparaient un de ces événements qui caractérisent l'esprit de désordre et d'anarchie que cette puissance ne cesse de fomenter en Europe. Le général d'York, commandant le corps prussien sous les ordres du maréchal duc de Tarente, a trahi tout-à-la-fois son honneur, son général en chef et son roi. Il a fait un pacte de perfidie avec l'ennemi.

Il n'est point d'intrigues, il n'est point de sourdes menées que l'Angleterre n'ait mises en œuvre pour changer les dispositions des souverains. Mais lorsqu'elle les a trouvés fermes dans leurs vrais intérêts et inébranlables dans leur alliance avec V. M., elle a entrepris de produire un bouleversement général en cherchant à ébranler la fidélité des peuples. Au delà des états de V. M., Sire, il est peu de contrées où l'audace et les manœuvres des désorganiseurs n'aient porté l'iniquité parmi les dépositaires de la tranquillité publique.

Dans les cours des agens de corruption, dans les camps de lâches instigateurs, et dans les villes enfin, dans les écoles et jusqu'au sein des institutions les plus révérees, de faux enthousiastes travaillent sans cesse à séduire, par des doctrines ténébreuses, et ceux qui doivent maintenir par la fidélité la plus scrupuleuse l'autorité qui leur est confiée, et ceux qui n'ont d'autre devoir que celui d'obéir.

Dans de telles circonstances, Sire, et lorsque les intentions même d'un prince allié n'ont pu garantir les avantages que votre système politique devait vous assurer, il devient d'une im-

périeuse nécessité de recourir aux moyens que V. M. trouvera dans la puissance de son Empire et dans l'amour de ses sujets.

Par ces considérations, les ministres de V. M., réunis dans un conseil extraordinaire de cabinet, vous proposent :

1. De rendre à l'armée active les cent cohortes de gardes nationales ;
2. De faire un appel de cent mille hommes sur les conscriptions de 1809, 1810, 1811 et 1812 ;
3. De lever cent mille hommes de la conscription de 1814, qui se formeront dans les garnisons et dans les camps, sur nos frontières et sur nos côtes, pour venir au secours des alliés de V. M.

Par cet immense développement de forces, les intérêts, la considération de la France et la sûreté de ses alliés se trouveront garantis contre tous les événements.

Le peuple français sentira la force des circonstances, il rendra un nouvel hommage à cette vérité si souvent proclamée par V. M. du haut de son trône, qu'il n'est aucun repos pour l'Europe tant que l'Angleterre n'aura point été forcée à conclure la paix.

Ce n'est point en vain, Sire, que vous avez donné à la France le titre de grande nation. Aucun effort n'est pénible pour elle, lorsqu'il s'agit de faire éclater et son amour pour V. M. et son dévouement à la gloire du nom français.

Je joins à ce rapport les pièces relatives à la défection du général d'York.

Je suis avec le plus profond respect, etc.

Signé le Duc de Bassano.

Paris, le 9 janvier 1813.

Copie de la lettre de M. le comte de Saint-Marsan au ministre des relations extérieures.

Berlin, 1. et janvier 1813.

Monseigneur, un aide de camp de M. le Duc de Tarente m'arrive, expédié par M. le prince de Neuchâtel. Il m'apporte la dépêche ci-jointe du major-général, avec les pièces qui l'accompagnent. Le tout m'est parvenu au moment où je me trouvais chez le maréchal duc de Castiglione, avec le chancelier baron de Hardemberg, le comte de Narbonne et le prince Harzfeld.

Le baron de Hardemberg a paru indigné : il s'est rendu sur le champ chez le Roi, qui venait de rentrer en ville. On assure que le Roi a décidé de destituer le général d'York, de le

faire arrêter, de donner le commandement au général Kleist, de rappeler les troupes, quoiqu'il soit peu probable qu'on puisse les retirer, et de leur enjoindre de se rendre sous les ordres du Roi de Naples, d'adresser tous les ordres à ce prince, de publier à l'armée française, à Potsdam, en Silésie, dans les gazettes, un ordre du jour en conséquence.

On assure enfin qu'à cette occasion, le roi a de nouveau manifesté publiquement son attachement à la cause de S. M. I. y R., et son indignation de ce qui vient de se passer.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé le comte de SAINT-MARSAN.

N.º 2. *Lettre du duc de Tarente au prince major général.*

Tilsitt, le 31 décembre 1812.

Monseigneur, après quatre jours d'attente, d'inquiétudes et d'angoisses, dont une partie du corps prussien a été témoin, sur le sort de l'arrière-garde qui depuis Mittau me suivait à une marche de distance, j'apprends enfin par une lettre du général d'York, qu'il a décidé lui-même du corps prussien.

Je joins ici copie de cette lettre, sur laquelle je ne me permets aucune réflexion, elle excitera l'indignation de tout homme d'honneur.

Le général Massembach, qui était ici avec moi avec 2 batteries, six bataillons et six escadrons, est parti ce matin sans mes ordres pour repasser le Niémen. Il va rejoindre le général d'York. Il nous abandonne ainsi devant l'ennemi.

Agissez, etc.

Le Maréchal Duc de Tarente,

Signé MACDONALD.

N.º 3. *Lettre du général York au maréchal duc de Tarente.*

Tauroggen, le 30 décembre 1812.

Monseigneur, après des marches très pénibles, il ne m'a pas été possible de les continuer sans être entamé sur mes flancs et sur mes derrières. C'est ce qui a retardé la jonction avec V. Exc. ; et, devant opter entre l'alternative de perdre la plus grande partie de mes troupes, et tout le matériel qui seul assurait ma subsistance, ou de sauver le tout, j'ai cru de mon devoir de faire une convention par laquelle le rassemblement des troupes prussiennes doit avoir lieu dans une partie de la Prusse orientale, qui se

trouve, par la retraite de l'armée française, au pouvoir de l'armée russe.

Les troupes prussiennes formeront un corps neutre, et ne se permettront pas des hostilités envers aucune partie. Les événements à venir, suite des négociations qui doivent avoir lieu entre les puissances belligérantes, décideront sur leur sort futur.

Je m'empresse d'informer V. Exc. d'une démarche à laquelle j'ai été forcé par des circonstances majeures.

Quel que soit le jugement que le monde portera de ma conduite, j'en suis peu inquiet. Le devoir envers mes troupes et la réflexion la plus mûre me la dictent ; les motifs les plus purs, quels qu'en soient les apparences, me guident.

En vous faisant, Monseigneur, cette déclaration, je m'acquiesce des obligations envers vous, et vous prie d'agréer les assurances du plus profond respect avec lequel je suis, etc.

Signé, d'YORK.

Pour copie conforme,

Le maréchal Duc de Tarente,

Signé MACDONALD.

N.º IV. — *Lettre du lieutenant général de Massembach au maréchal duc de Tarente.*

Monseigneur, la lettre de général d'York aura déjà prévenu V. E. que ma dernière démarche m'est présentée, et que je n'en pourrais changer rien, parce que la mesure de prévoyance que V. E. fit prendre cette nuit me parut suspecte de vouloir peut-être me retenir par force ou désarmer mes troupes dans le cas présent. Il me fallut prendre ce parti dont je me suis servi pour joindre mes troupes à la convention que le général commandant a signée, et dont il me donna l'avis et l'instruction ce matin.

V. E. pardonne que je ne sois venu moi-même pour l'avertir du procédé ; c'était pour m'épargner une sensation très pénible à mon cœur, parce que les sentiments de respect et d'estime pour la personne de V. E., que je conserverai jusqu'à la fin de mes jours, m'auraient empêché de faire mon devoir.

Le 31 décembre 1812.

Signé, le lieutenant général MASSEMBACH.

Après la lecture de ce rapport, MM les conseillers d'état présentent un projet de sénatus-consulte (voyez ci-après, séance du 11), et M. le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angély en expose les motifs de la manière suivante :

Motifs du sénatus consulte qui met 350 mille hommes à la disposition du ministre de la guerre.

« Monseigneur, sénateurs, le traité de Tilsitt avait rendu au nord de l'Europe une paix qui semblait devoir être durable.

« Mais l'Angleterre menacée de la guerre avec les Etats Unis d'Amérique redoutant avec raison la mauvaise issue que doit tôt ou tard avoir pour elle la lutte engagée en Espagne, s'est occupée de susciter à la France une nouvelle guerre, en faisant rompre l'alliance récemment jurée par la Russie.

« Les efforts de l'Empereur pour assurer l'exécution des traités ont été inutiles et la guerre s'est renouvelée.

Elle a été commandée par la violation des conventions les plus solennelles, par des attentats nombreux, par des agressions évidentes, par des refus répétés de toute explication, enfin par la nécessité imposée à S. M. de maintenir les droits et la considération de sa couronne et de celle de ses alliés.

« Le succès de cette lutte nouvelle a été ce qu'il sera toujours pour des Français conduits par le génie qui les a accoutumés à vaincre.

(La suite à demain).

NOTICIAS PARTICULARES DE BARCELONA

AVISOS.

Le receveur des domaines à Barcelone, invite les personnes qui doivent des censaux, cens, droits de lods, droits de successions collatérales, et autres au gouvernement, soit en son nom, soit comme représentant les absents, l'inquisition, les Jésuites et autres établissemens supprimés, à se présenter promptement au bureau des domaines, rue de la Canuda numéro trente deux, pour faire liquider et payer lesdits censaux, cens, droits de lods, de successions collatérales et autres, faute de quoi, elles s'exposeront à n'obtenir aucune faveur et à voir diriger contre elles les diligences de droit.

Les personnes qui désireraient acheter le fumier et immondices du quartier de Saint Augustin vieux, occupé par le 29.^e régiment de chasseurs à cheval pourront s'adresser à Mr. Coulliez, chef d'escadron, commandant. Il loge place du Born, maison Nadal, n.^o 27.

Ce quartier est occupé par 160 chasseurs et autant de chevaux. Ce marché ne commencera qu'à dater du 1.^{er} février.

El recaudador de los Dominios en Barcelona, convida las personas que deben censales, censos, laudemios, derechos sobre las herencias en las sucesiones transversales y otros, al gobierno sea en su nombre, sea como representando los ausentes, Inquisicion, los Jesuitas y otros establecimientos suprimidos a presentarse pronto en el despacho, calle de la Canuda, n.^o 32, por la liquidacion y pago de dichos censales, censos, laudemios, derechos sobre herencias etc. Sino se expondrán a no alcanzar gracia ninguna y se harán contra ellas las diligencias de derecho.

Las personas que desearan comprar el estiércol e imundicias del cuartel de St. Agustín viejo, ocupado por el 29. Regimiento de cazadores de a caballo, podrán dirigirse al Sr. Coulliez, jefe de escuadron comandante, que vive en la plaza del Borne, casa Nadal, N.^o 27.

Hay en dicho cuartel 160 cazadores y el mismo número de caballos. Dicha compra no empezará que el primero de febrero.

Qualquiera que quisiere comprar una Carda de algodón muy buena, dará razon el vidriero de la Fustaria.

Pérdida.

Se perdió un anillo de oreja de oro con perlas del mismo, la persona que la hubiere hallado podrá traerla en la oficina de este periódico donde recibirá una gratificación.

— Quien hubiere hallado un antejo de vista, que se perdió cerca del Pino, lo llevará a la Sacristía de dicha iglesia, y le darán una peseta de gratificación.

TEATRO.

La Sociedad dramática Española, representará hoy a las 8 y media en punto la comedia *El Fruto de un mal consejo contra el mismo que le dá*, ó sea *el Prisionero de guerra*, comedia nueva a duo del Peregrino, el bayle de la Sinfonia oriental y el saynete de músicos y Danzantes.

Chez J. Alzine et P. Barrera, Imprimeurs du Gouvernement de Catalogne